

L'engagement des jeunes :

une majorité impliquée, une minorité en retrait

Jeunesses Études et Synthèse - Injep

L'engagement bénévole des jeunes enregistre une hausse de 9 % en un an, selon une enquête nationale¹ réalisée par le CRÉDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) et l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) auprès de 4 000 jeunes début 2016 et synthétisée dans le n°36 de la revue de l'INJEP du mois de novembre 2016.

Cette étude, outre qu'elle donne des informations contextuelles concrètes et chiffrées sur l'engagement des jeunes (entre 18 et 30 ans), est intéressante en ce qu'elle permet de rendre compte d'une méthode d'étude de l'engagement (plutôt quantitative) et de critères que de nombreux chercheurs considèrent être des marqueurs de l'engagement.

Quel engagement ?

Alors qu'on assiste à un recul de l'engagement dans les voies conventionnelles de participation à la vie publique (comme le vote ou l'adhésion à un syndicat ou à un parti politique), de nouvelles expressions d'implication dans la vie de la cité se développent chez les 18-30 ans. La part des jeunes donnant bénévolement du temps à une association ou une autre organisation au moins ponctuellement dans l'année est passée de 26 % à 35 % entre 2015 et 2016. C'est surtout l'engagement régulier, hebdomadaire, qui a le plus progressé (14 % en 2016 contre 9 % en 2015). Et cette hausse est notée par la plupart des observateurs depuis plusieurs années².

Dans quels secteurs ?

La participation bénévole des jeunes est notamment en augmentation dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, ainsi que dans les réseaux sociaux. Elle se situe plutôt au niveau associatif et de manière non partisane.

Quels jeunes ?

La jeunesse engagée ne constitue pas un tout homogène.

Les jeunes hommes sont plus souvent bénévoles que les jeunes femmes (17 % contre 11 % de bénévoles hebdomadaires). Cette différence s'observe aussi chez les autres personnes, même si l'écart tend à se réduire depuis une trentaine d'années³.

Les jeunes ruraux (18 %) sont plus souvent bénévoles que les jeunes urbains (13 %) (villes de plus de 5 000 habitants ou grandes agglomérations urbaines).

Les jeunes français sont plus engagés que ceux des autres pays européens⁴ (en deuxième position, derrière

¹ Aldeghi I., Guisse N., Hoibian S., Jauneau-Cottet P., Maes C., Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2016, étude du CRÉDOC réalisée à la demande de la DJEPVA en collaboration avec l'INJEP, 2016.

² Dominique T., Malet J., Bazin C., « L'évolution de l'engagement bénévole associatif en France, de 2010 à 2016 », rapport réalisé par France Bénévolat et Recherches et Solidarités, 2016.

³ Burrigand C., Gleizes F., Insee, division Conditions de vie des ménages, « Trente ans de vie associative. Une participation stable mais davantage féminine », Insee Première, n° 1580, janvier 2016

⁴ Eurofound, "Euro-pean quality of life survey", 2012

l'Islande).

Une typologie distingue quatre groupes de jeunes en fonction des variables suivantes : participation à une association, investissement dans le bénévolat et souhait de s'engager pour une cause, activité sur Internet pour exprimer son opinion ou signer des pétitions, connaissance du service civique, envie de faire un service civique. Ainsi la jeunesse est partagée entre :

- deux groupes très investis à la fois dans la vie associative et sur Internet (plus d'un tiers des 18-30 ans) : motivés par un engagement lié au sport, à la culture, aux loisirs ou à la jeunesse et à l'éducation (19 %), ou par une implication citoyenne davantage tournée vers des causes sociales ou militantes comme l'action humanitaire, l'environnement ou la lutte contre les discriminations (16 %) ;
- un troisième groupe peu ou pas engagés, essentiellement faute de temps, mais qui souhaiteraient souvent l'être davantage (48 %) ;
- et un dernier groupe en retrait de la vie citoyenne (17 %) : ni adhérents d'associations ni bénévoles, ils ne souhaitent pas non plus le devenir.

Comme pour toute la population, l'engagement a tendance à s'accroître avec le niveau d'études, le capital financier et le bagage culturel. Les étudiants (17 %) et les jeunes sans emploi (15 %), les diplômés du supérieur (16 %), les hauts revenus (16 %), les cadres (19 %) et les enfants de cadres (18 %) sont plus souvent que les autres engagés dans des activités bénévoles chaque semaine.

Les jeunes les plus en retrait de la vie citoyenne sont aussi les plus précaires, ils sont nombreux à avoir terminé leurs études avec un niveau de diplôme inférieur au bac, ils ne sont ni en emploi ni en formation (21 %, contre 14 % en moyenne chez les autres jeunes interrogés). À la fois en quête d'insertion professionnelle et éloignée des formes de participation à la vie publique, une partie de ces jeunes cumule les formes de retrait de la vie de la cité. Ils se méfient des dispositifs mis en place par les pouvoirs publics en faveur de leur insertion : ils ne souhaitent pas être aidés par les pouvoirs publics (33 % contre 12 % chez les autres), ne se sont pas informés sur leurs droits au cours des 12 derniers mois (47 %, contre 23 %), connaissent moins bien les prestations et aides sociales auxquelles ils pourraient prétendre⁵, ne s'intéressent pas au service civique (15 % contre 49 %). Les raisons sont certainement à chercher dans une forme de pessimisme, nourrie par le sentiment d'une faible emprise sur le réel, aussi bien en ce qui concerne leur parcours individuel que le monde qui les entoure : ils sont nombreux à être inquiets pour leur avenir dans les trois prochaines années (54 % contre 41 %), où qu'ils vivent et quels que soient leurs espaces de socialisation, ils ont aussi, davantage que les autres, le sentiment que leur avis ne compte pas, notamment en raison de leur âge. Or, l'étude montre que plus les jeunes sont engagés, plus leur confiance en l'avenir et leur sentiment d'être reconnus et écoutés sont importants.

Quels moteurs ?

Près d'un jeune sur cinq (19 %) cite l'envie de s'engager comme une conséquence des attentats du 13 novembre 2015. Mais, à part 9 % qui ne sont pas capables d'identifier un ou deux domaines qui les mobiliseraient, ils citent en majorité : le sport (22 %), la santé et l'environnement (20 %), l'éducation (19 %), la paix dans le monde (15 %), la solidarité (15 %), la culture et les loisirs (15 %), la lutte contre les discriminations (13 %), l'action humanitaire (13 %) et l'intervention d'urgence en cas de crise (13 %), le patrimoine (6 %).

Les jeunes non encore engagés mais potentiellement intéressés placent en tête l'environnement (27 %) puis la santé, la recherche médicale et la paix dans le monde. Ces thèmes mobilisent moins les jeunes déjà bénévoles.

⁵ Aldeghi et al., 2016

Comment ?

Les jeunes privilégient de plus en plus les formes d'engagement protestataires et non affiliées à un groupe, comme le boycott, l'occupation de lieux ou la signature d'une pétition en ligne⁶. Les plus actifs dans le bénévolat sont aussi les plus engagés dans les autres formes de participation à la vie publique, comme les manifestations, les grèves ou les sit-in⁷. Ils sont aussi plus présents sur Internet pour s'informer sur les sujets d'actualité, exprimer leurs opinions ou signer des pétitions en ligne., et 92 % des 18-24 ans sont inscrits sur les réseaux en ligne en 2015 (qui tiennent par ailleurs une grande place chez les jeunes Français⁸). Selon de nombreux chercheurs, ces formes d'engagement à travers le numérique, plus souples et moins hiérarchisées, élargissent indéniablement l'espace public et méritent d'être considérées comme une « forme politique en soi »⁹.

-
- ⁶ - Roudet B., « Des jeunes davantage impliqués et plus protestataires », Jeunesses : études et synthèses n° 2, INJEP, novembre 2011
 - Labadie F., Engagement, participation sociale et politique en Europe, Les fiches Repères de l'INJEP, janvier 2015.
- ⁷ Guisse N., Hoibian S., Des jeunes investis dans la vie de la cité, étude réalisée pour l'INJEP et la DJEPVA, juin 2015
- ⁸ Brice L., Crouette P., Jauneau-Cottet P., Lautié S., Baromètre du numérique, étude réalisée par le CRÉDOC pour l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP), 2015
- ⁹ - Rosanvallon P., La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance, Paris, Seuil, 2006
 - Nabli B., Naves M.-C., « Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes », France Stratégie, juin 2015
 - Rodriguez S., « J'aimerais être une antenne. Pratiques et sens de l'engagement à l'ère des cultures en réseaux », in Dossier « Jeunes alteractivistes : d'autres manières de faire de la politique ? Perspectives internationales », Agora Débats/Jeunesses 73, 2016.